



**Réunion du Conseil exécutif national  
du vendredi 30 avril 2021  
par vidéoconférence Zoom**

**PROCÈS-VERBAL**

**Présents** : G. Phillips (*président*), J. Akins, C. Awada, N. Bois, J. Brulotte, M. Collins, S. Crawford, H. Delnick, M. English, P. Ives, J. King, G. Kopytko, R. Kossick, J. Lafontaine, C. Lonmo, K. Mansfield, A. Nemec, A. Picotte, S. Rehman, A. Trau

**Personnel** : J. Courty, J. George, A. Lizotte, K. Thériault, J. Ouellette

**Observatrice** : M. Mallet (représentante des TR)

**Absents** : D. Monafu, A. Okladov

**1. Ouverture de la séance / Présentations à tour de rôle**

Le président, G. Phillips, déclare la réunion du CEN officiellement ouverte à 9 h 05 et confirme que le quorum est atteint. Le nouveau directeur général de l'ACEP, Jean Ouellette, est présenté aux membres du CEN.

*\* À ce point-ci, la déclaration de principes de l'ACEP sur le harcèlement est lue à voix haute. A. Lizotte est désignée en tant que personne-ressource en matière de lutte contre le harcèlement pour la réunion, et les préoccupations doivent lui être communiquées par courriel.*

**1.2 Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CEN (30 avril 2021)**

On demande une discussion à huis clos du point 2a inscrit à l'ordre du jour.

Résolution visant l'adoption de l'ordre du jour modifié de la réunion.

**Proposée par** : N. Bois

**Appuyée par** : H. Delnick

**Abstention (1)**

**Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité**

**1.3 Examen et approbation du procès-verbal de la séance publique du CEN  
(26 mars 2021)**

Plusieurs corrections grammaticales sont apportées à la section « Points de décision ». On signale l'omission du nom de D. Monafu parmi les personnes s'étant portées volontaires pour siéger au Comité sur la transformation et la perturbation numériques.

Résolution visant l'adoption du procès-verbal modifié de la séance publique du CEN du 26 mars 2021

**Proposée par :** M. Collins

**Appuyée par :** N. Bois

**Abstentions (3)**

**Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité**

## **2. Points de discussion**

**a) (Le point 2a de l'ordre du jour est examiné à huis clos.)**

**b) Présentation du projet de règlement n° 5 :** Les trois composantes du projet de règlement n° 5, soit les procédures aux fins de l'audience, l'identité des membres du Comité de règlement des différends (CRD) et la représentation juridique, sont décrits aux membres du CEN. Les questions et commentaires doivent être transmis par courriel à l'attention d'A. Lizotte.

**c) Mise à jour sur la journée de réflexion du CEN :** L'équipe de direction a travaillé activement à de nombreux dossiers, et n'a pas pu organiser une journée de réflexion du CEN ni rechercher des exercices favorisant l'esprit d'équipe. Nous espérons qu'il sera possible d'organiser une activité, possiblement à l'automne.

**d) Présentation de Microsoft Dynamics :** Une présentation PowerPoint a auparavant été distribuée. Puisque le directeur des Finances ne travaille plus à l'ACEP, ce projet est mis en veilleuse et sera réexaminé dans un proche avenir.

**e) Représentation des membres :** Un membre du CEN signale une publication sur les médias sociaux de l'ACEP, en réponse à un article publié par le *Ottawa Citizen*, selon laquelle un membre dit avoir communiqué avec l'Association pour discuter d'une question, mais n'aurait obtenu aucune représentation ni aucun soutien. Le président fournit de nouveau l'assurance que des protocoles et processus de représentation des membres sont en place, et si des problèmes se posent et le justifient, ils seront soumis à l'ART principal, puis au DE.

**f) Présentation de Tim Robinson (associé principal, Talent and Leadership Practice) :** Après s'être brièvement présenté, le conférencier Tim Robinson expose sa feuille de route en matière de mentorat en leadership et son expérience de l'évaluation du comportement et de la gestion du changement comme consultant chez Lee Hecht Harrison. Les activités réalisées à ce jour sont mises en évidence. Le président a pris cette initiative afin d'accroître l'efficacité de l'équipe et, après discussions, il a retenu les quatre objectifs suivants :

- 1) évaluation de l'efficacité globale de l'organisation;

- 2) conception de solutions et d'activités fondées sur l'évaluation, afin d'amener l'équipe de gestion à s'améliorer;
- 3) instauration d'une évaluation comportementale de l'équipe de gestion;
- 4) prestation de séances individuelles aux membres de l'équipe de gestion.

L'atteinte de ces objectifs misera sur le contexte, la collaboration, la confiance, le soutien et le caractère opportun des interventions. Tandis que le projet évolue vers l'étape 2, les forces de l'organisation et des effectifs seront soulignées au moment du lancement du processus de sélection et de la conception des activités.

**g) Cadre de vaccination de la fonction publique contre la COVID-19 :** Les membres du CEN sont invités à lire le Cadre et la présentation déjà distribuée par le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI), puis à fournir leurs commentaires puisque l'ACEP commence à formuler sa position stratégique en la matière. À ce point-ci, aucune loi n'oblige les employés à se faire vacciner, et un refus n'entraîne donc aucune conséquence. Le Cadre aborde par ailleurs l'identification des groupes professionnels dans le but de déterminer les priorités en matière de vaccination. Conformément à la présentation du CCNI, la vaste majorité des employés auront accès au vaccin par l'entremise de leur régime de santé provincial ou territorial.

**h) Modification des Statuts et Règlements :** Une décision sera soumise au CEN concernant l'examen d'une modification des Statuts et Règlements, en vue d'y inclure le groupe BDPB, qui en est actuellement absent.

### 3. Mesures de suivi

Voici l'état des mesures de suivi adoptées à la dernière réunion du CEN :

- a) Projet de loi C-65 – Rédiger un communiqué pour informer les dirigeants et dirigeantes des sections locales de la situation et pour les inciter à s'attaquer à la question au niveau des sections locales : **En cours.**
- b) CCR et SCR : Aviser les candidats qu'ils sont acceptés et organiser la formation : **Terminé.**
- c) Envoyer un courriel aux groupes de négociation BDPB et BdP pour solliciter des volontaires prêts à siéger aux CCR et au Comité de vérification : **Terminé.**
- d) Organiser la réunion initiale du Comité de vérification : **Terminé.**
- e) Comité sur la transformation et la perturbation numériques : Organiser la première réunion et rédiger le mandat du Comité : **En cours.**
- f) Mentorat des cadres : Demander à M. Robinson de préparer une présentation qui sera soumise à l'examen du CEN : **Terminé (à l'ordre du jour).**
- g) Groupe de travail sur les locaux à bureau : Une fois le sondage rempli, le transmettre au CEN : **Terminé.**
- h) Démonstration du portail Microsoft Dynamics : Rendre compte au CEN des prochaines étapes : **Reporté.**
- i) Plaintes de pratiques déloyales de travail : Soumettre par écrit les noms des plaignants à l'examen du CEN : **Terminé.**

- j) Le Bureau national prendra des mesures pour soumettre les plaintes à l'examen d'un tiers, et il invitera N. Giannakoulis à participer : **En cours – recherche d'une date d'arbitrage.**

## **PAUSE-DÎNER**

### **4. Points de décision**

**4.1 Approbation de la politique de participation des délégués à l'assemblée générale du CTC :** Le projet de politique de participation à l'assemblée générale du CTC a été élaboré en consultation avec d'autres syndicats, et en harmonie avec la pratique habituelle du CTC. Nous disposons de 35 places et comptons envoyer au moins 12 délégués : 4 membres du CEN, 4 membres du personnel et 4 représentants élus; par contre, nous pourrions augmenter ce nombre à 35 en incluant des membres sans fonction déterminée. L'assemblée générale se déroulera du 16 au 18 juin 2021. Les membres et le personnel participant pourront obtenir le remboursement de leur salaire. Le nombre de participants sera approuvé à la prochaine réunion du CEN. Les membres du CEN et du personnel qui aimeraient participer sont invités à faire parvenir un courriel à J. Courty.

Résolution visant l'approbation de la politique sur la participation des délégués à l'assemblée générale du CTC.

**Pour (15), Abstentions (5)**

**Résolution adoptée à l'unanimité**

**Mesure de suivi :** La directrice des Communications est appelée à lancer un appel de déclarations d'intérêts aux membres, en précisant que le nombre de participants n'est pas encore déterminé.

### **4.2 Approbation de B. Segul-Brown au comité de négociation collective du groupe BDPB**

Résolution visant l'approbation de B. Segul-Brown comme membre du comité de négociation collective du groupe BDPB

**Proposée par :** H. Delnick

**Appuyée par :** S. Crawford

**Abstention (1)**

**Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité**

**4.3 Approbation des volontaires désireux de siéger au comité de négociation collective du groupe TR :** La liste des neuf volontaires a été soumise au CEN par courriel. Une autre place est réservée à un terminologue, ce qui porte le total à 10.

Résolution visant l'approbation des neuf volontaires désireux de siéger au comité de négociation collective du groupe TR.

**Proposée par :** A. Picotte

**Appuyée par :** N. Bois

**Abstention (1)**

**Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité**

**4.4 Approbation d'E. Kayisinga à titre de déléguée syndicale :** Une candidate s'est proposée à un poste de déléguée syndicale.

Résolution visant l'approbation de la candidature d'E. Kayisinga comme déléguée syndicale.

**Proposée par :** H. Delnick

**Appuyée par :** G. Kopytko

**Commentaire :** Compte tenu de sa formation juridique, on demande de rappeler à la candidate les limites de ce qu'elle peut dire et ne pas dire.

**Abstention (1)**

***Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité***

***Mesure de suivi :*** On demande au directeur général de préciser que les ART veilleront à ce que la formation soit obligatoire et homogène pour tous les candidats.

**4.5 Modification des Statuts et Règlements :** Comme mesure de suivi au point 2h de l'ordre du jour, la résolution suivante est déposée :

Résolution visant l'approbation des modifications telles qu'elles sont proposées aux Statuts et Règlements, afin d'inclure le groupe BDPB.

**Proposée par :** C. Lonmo

**Appuyée par :** H. Delnick

**Abstention (1)**

***Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité***

Il est à noter que ces changements n'entreront pas immédiatement en vigueur, car les modifications proposées aux règlements sont conditionnelles à celles apportées aux Statuts.

**4.6 Participation aux sous-comités :** À la suite d'un sondage Doodle invitant les membres du CEN à participer à divers comités, les noms des volontaires siégeant à chacun des comités sont lus à haute voix, et des modifications sont immédiatement apportées par souci d'exactitude.

***Mesure de suivi :*** J. Courty transmettra la liste modifiée aux membres du CEN.

Résolution visant l'approbation de la liste des volontaires souhaitant siéger au CCR.

**Proposée par :** H. Delnick

**Appuyée par :** C. Awada

**Abstention (1)**

***Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité***

Résolution visant l'approbation de la liste des volontaires souhaitant faire partie du groupe de travail sur les communications

**Proposée par :** G. Kopytko

**Appuyée par :** J. Lafontaine

**Abstention (1)**

***Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité***

Pour gagner du temps, les participants décident d'accepter tous les volontaires qui se sont proposés d'ici à la révision du mandat, afin de déterminer la taille des comités concernés.

Résolution visant l'approbation provisoire de tous les noms des volontaires souhaitant siéger aux comités.

**Proposée par :** H. Delnick

**Appuyée par :** J. Lafontaine

**Abstention (1)**

***Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité***

**4.7 Examen, par le Sous-comité des ressources humaines, du contrat de travail du président pour le mandat de 2024-2027 :** Le Comité des Statuts et Règlements (CSR) a déposé une proposition de modification des Statuts, de façon à permettre le processus d'examen de la rémunération du président aux fins de son contrat d'emploi et de processus connexes. Si le CEN demande au CSR d'aller de l'avant, le Comité soumettra des recommandations au CEN le mois prochain pour obtenir ses commentaires, puis une décision sera prise en juin, dans le but de présenter la résolution aux membres à temps pour l'AGA. Une fois les Statuts modifiés et approuvés, la question sera relayée au Sous-comité des ressources humaines, qui procédera à un examen et à la mise en vigueur.

**Commentaires / recommandations :**

- Étant donné le contexte actuel et les conditions de travail, il est recommandé de songer en priorité à accepter la signature électronique.
- La présentation aux membres à cette étape précoce vise à éviter toute perception de décision de nature politique. Au cours de discussions précédentes, on a proposé d'informer les membres cette année des sujets qui seront adoptés l'année suivante. De plus, toute modification enclenche de nouveaux processus et le besoin d'y adhérer.
- Une autre suggestion consiste à demander au CSR d'examiner l'ajout de tactiques au processus officiel de négociation du contrat du président,

Résolution voulant que le CEN charge le Comité des Statuts et Règlements (CSR) d'étudier la clause salariale et la rémunération prévues aux Statuts pour le président, sans oublier que le processus pourrait à l'avenir être négocié, et examiner différents cas où la signature électronique, plutôt que la signature à la main, est évoquée dans les Statuts et Règlements. Il est résolu que le CEN chargera le CSR de modifier l'exigence minimale évoquée dans les Statuts et Règlements pour être candidat au poste de président.

**Proposée par :** H. Delnick

**Appuyée par :** A. Picotte

**Pour (15), Contre (1), Abstentions (2)**

***Résolution adoptée***

***(Le point 5 à l'ordre du jour est discuté à huis clos.)***

**6. Rapports**

**6.1 Rapport du président :** Le président évoque une préoccupation relative au Comité consultatif sur la pension de la fonction publique. Depuis que le président y a été

nommé par le CNM, le Comité consultatif a instauré un processus exhaustif d'enquête de sécurité par l'entremise du SCRS, qui est jugé disproportionné pour la nature du rôle. Par conséquent, le président a sollicité les conseils juridiques de P. Engelmann, qui était d'accord avec lui, évoquant une invasion inutile de la vie privée. Le président a décidé d'éviter à sa famille ce processus rigoureux de vérification des antécédents, et il s'apprête à contester cette exigence. Une lettre résumant la position du président a été remise au CNM, qui a manifesté son appui. Le président du CTC, Hassan Yussuff, a facilité l'organisation d'une réunion avec le président du Conseil du Trésor, Jean-Yves Duclos, pour en discuter.

Compte tenu des difficultés actuelles que soulève le Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux (SAFF), et qui découlent d'un manque de collaboration, de participation et de consultation, le président songe à démissionner de ce comité. Il n'a pas encore pris sa décision, mais d'autres syndicats l'encouragent à rester membre du Comité. Cependant, ce doit être évalué en fonction des priorités qui favorisent les membres, et à la lumière d'un horaire de plus en plus chargé.

Pour alléger la charge de travail du poste de direction, le président a fait appel au VP-EC, C. Awada, qui travaillera à raison de deux jours par semaine aux dossiers des comités, à la représentation des membres et à d'autres questions internes.

**6.2 Rapport de la directrice des Politiques et de la Négociation :** Les statistiques hebdomadaires sur la COVID publiées par le Conseil du Trésor le 28 avril 2021 sont distribuées : 570 employés ont obtenu un résultat positif à un test de COVID-19, ce qui porte le total à 4 581 employés depuis la pandémie. De ce nombre, 971 cas demeurent actifs. Refus de travailler pour cause de COVID-19, en vertu du *Code canadien du travail* : 3 nouveaux cas sont signalés depuis la semaine dernière, 12 depuis le début de la pandémie, pour un total de 67, dont un seulement demeure actif. Il y a eu 21 nouvelles fermetures de bureaux, soit 12 559 depuis le début de la pandémie, et 7 477 employés demeurent touchés par celles-ci.

**Système de RH et de paye de la prochaine génération :** J. George indique que la phase 1 de l'étape exploratoire du système de RH et de paye de la prochaine génération est maintenant terminée avec succès. Un seul problème concernant l'accessibilité de la plateforme est soulevé, et l'Équipe de la prochaine génération s'emploie à la rendre conforme à la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. Les prochaines étapes seront celles de la conception et de l'expérimentation. L'exécution du programme pilote devrait débuter à la mi-mai. Même s'il devait initialement être strictement déployé à Patrimoine canadien, le programme pilote s'étendra à d'autres ministères, afin d'éviter la réapparition des problèmes du système de paye Phénix. L'Équipe de la prochaine génération sélectionne actuellement ces ministères.

**6.3 Rapport de la conseillère principale :** Maintenant prêt, le sondage auprès du groupe de négociation BDPB a été envoyé hier. Les travaux préparatoires visant à remédier aux problèmes actuels du groupe TR ont débuté, et plusieurs griefs de principe

seront déposés afin que toutes les questions soient correctement réglées. Étant donné son expérience de négociateur en chef, Claude Poirier travaillera deux jours par semaine à la préparation des négociations collectives du groupe TR.

**6.4 Rapport de la directrice des Communications :** En plus du rapport déjà distribué, les activités suivantes des services des communications sont présentées :

- Un communiqué vient tout juste d'annoncer la nomination de Christine Donoghue au poste de dirigeante principale des ressources humaines du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, à compter du 3 mai 2021.
- Le sondage auprès des interprètes a été lancé hier, et des données quantitatives et qualitatives sont recueillies afin de mieux comprendre les problèmes actuels de santé et de sécurité que génère l'interprétation à distance. Le sondage contribuera à raffermir la défense des intérêts. La date limite de soumission aux services des communications est fixée au 13 mai.
- Le Budget fédéral a fait l'objet d'une analyse approfondie la semaine dernière, et les conclusions seront présentées dans le bulletin mensuel au cours de la journée.
- Des lettres ont été adressées à des représentants de l'État cette semaine : une d'elles félicitait Greg Fergus de sa récente nomination à titre de secrétaire parlementaire du premier ministre. Une autre lettre a aussi été envoyée à la commissaire de la GRC, Brenda Lucki, pour lui demander d'accélérer les consultations sur le processus de conversion de la GRC interrompu l'an dernier.

**6.5 Rapport du directeur des finances :** Aucun.

**6.6 Rapport sur le CTC :** Rien d'autre à signaler.

## **7. Mises à jour des comités**

**7.1 Comité des finances :** Le président du Comité des finances avise le CEN que le mandat de gouvernance et de transparence prévu à l'article 13 des Statuts sera rigoureusement respecté.

**7.2 Comité des Statuts et Règlements :** Il en a déjà été question.

**7.3 Comité de vérification :** Le Comité de vérification a nommé Alex Butler à sa présidence. Le président a été invité à la prochaine réunion, dont la date est à déterminer.

**7.4 Groupe de travail sur les locaux à bureau :** Le groupe de travail sur les locaux à bureau s'est réuni une première fois le 15 avril, et l'entreprise Real Strategy était présente. Un sondage auprès des membres du SEA a été lancé et, à la demande du président du SEA, il a duré 2,5 jours afin d'obtenir plus de réponses; les données devraient être



comptabilisées au début de la semaine prochaine. Le SEA a fait parvenir deux noms de personnes qui ont manifesté le désir de faire partie du groupe de travail sur les locaux à bureau, conformément à la convention collective. J. Courty a rencontré Real Strategy cette semaine, dans le but de discuter des échéanciers, d'approuver le début des discussions avec le propriétaire sur le renouvellement du bail et de comprendre ce qui est disponible. Une réunion de suivi avec Real Strategy aura lieu dans quelques semaines. Au cours d'une réunion prévue en juin, le groupe de travail sur les locaux à bureau sera informé des options, des recommandations et des prochaines étapes.

**La séance du CEN est levée à 16 h 26, HAE.**

\* \* \* \* \*

*Le présent procès-verbal rend fidèlement compte de la réunion du Conseil exécutif national du 30 avril 2021.*

**APPROUVÉ par :**

\_\_\_\_\_  
Président

\_\_\_\_\_  
Date